

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

SECRETARIAT GENERAL

CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi



RAPPORT FINAL

DE LA 8^{ème} REVUE DES PROJETS ET PROGRAMMES

DU MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

Février 2008

SOMMAIRE

INTRODUCTION	2
I. CONTEXTE	4
II. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION DE LA 7 ^{ème} REVUE	4
III. ETAT D’EXECUTION DU PORTEFEUILLE DE PROJETS/PROGRAMMES DEPUIS LEUR DEMARRAGE JUSQU’AU 31/12/2007	6
3.1. Répartition des financements	7
3.1.1. Répartition du portefeuille par type de financement	7
3.1.2. Répartition des financements extérieurs par partenaire	8
3.1.3. Répartition des financements acquis par projet	9
3.1.4. Répartition des projets par structure	10
3.2. Etat d’exécution financière (décaissements)	11
3.2.1. Au titre du financement intérieur	11
3.2.2. Au titre du financement extérieur	12
3.3. Situation d’Exécution Physique des Projets/Programmes	14
IV. ETAT DU PORTEFEUILLE DES PROJETS EN PREPARATION	16
V – CONTRAINTES	16
VI – PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	16
VII – PLAN D’ACTION	17
VIII – CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	18
ANNEXE	19

INTRODUCTION

Par lettre N°1020/MEIC-SG du 12 Décembre 2007, relative à la 8^{ème} revue des projets et programmes de Développement du Mali, le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Commerce a demandé à chaque département ministériel d'élaborer un rapport sur l'état d'exécution du portefeuille des projets et programmes publics de développement au 31 Décembre 2007. Cette lettre est accompagnée d'une note méthodologique qui précise le chronogramme de la revue.

Il s'agit de procéder à une analyse critique de l'état d'exécution physique et financière desdits projets et programmes, d'identifier les principales contraintes qui entravent leur mise en œuvre et de proposer les mesures et/ou solutions nécessaires pour améliorer leur performance.

L'analyse du secteur révèle que d'importants efforts ont été faits à travers l'élaboration d'un Schéma Directeur du Développement Rural et la mise en œuvre de nombreux projets et programmes généralement financés à environ 80% par l'aide extérieure.

Compte tenu des enjeux et face à l'ampleur des investissements consentis, le suivi de ces projets et programmes s'avère indispensable afin de s'assurer de leur gestion efficace et efficiente et d'apporter éventuellement les mesures correctives nécessaires.

Le suivi opérationnel est du ressort des structures chargées de l'exécution de ces projets et programmes. Des supervisions périodiques sont effectuées par les services centraux assurant la tutelle de ces projets ainsi que les bailleurs de fonds. Toutefois, les informations collectées ne parviennent pas à temps aux décideurs, inhibant ainsi leurs capacités d'anticipation par rapport aux solutions à apporter aux éventuelles difficultés liées à l'exécution normale des projets et programmes. Cette situation n'est pas satisfaisante aussi bien pour les bénéficiaires, le département, que pour les partenaires au développement.

Pour pallier cette insuffisance, il a été créé au sein du Secteur du Développement Rural une Cellule de Planification et de Statistique (CPS), disposant en son sein d'une Unité de Programmation et de Suivi Evaluation dont une des missions est d'élaborer un rapport annuel d'exécution des projets et programmes du secteur.

La 8^{ème} revue portera sur les 23 projets et programmes en exécution, tirés du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2005-2007. Ils sont complétés par les 4 projets en préparation à la date d'échéance de la 8^{ème} revue, le 31/12/2007. Toutefois, en vue de fournir aux décideurs une information actualisée du portefeuille des projets et programmes, les financements extérieurs acquis par les projets et programmes clos au 31 Décembre 2006 n'ont pas été comptabilisés. Il en a été de même pour leurs réalisations physiques.

La rédaction du présent rapport a été précédée par deux étapes importantes :

- Des missions de terrain de 15 jours, effectuées dans toutes les zones d'intervention des projets et programmes par cinq équipes de trois cadres, grâce à l'appui financier apporté par la Coopération Technique Belge. La CPS/SDR et la DAF du Ministère de l'Elevage et de la Pêche ont participé à ces missions de terrain.
- L'organisation et la tenue d'un atelier de validation.

Par rapport aux missions de terrain, une méthodologie unique a été adoptée par toutes les équipes. Elle est articulée autour des points suivants :

- Remplissage de la Fiche de Suivi Evaluation des Projets/Programmes.
- Présentation des activités réalisées par l'équipe de projet.
- Analyse et collecte des documents de projets, des rapports d'activités, des rapports d'études de faisabilité et des rapports des missions externes (bailleur de fonds).

- Visite de quelques réalisations du Projet ou du Programme.
- Discussion avec l'équipe de projet afin de partager les constats, les conclusions et les recommandations de la mission.

Le présent rapport se compose des chapitres ci-après :

- Le contexte ;
- l'état de mise en œuvre du plan d'action de la 7^{ème} revue ;
- l'état d'Exécution du Portefeuille des Projets/Programmes depuis leur démarrage jusqu'au 31/12/2007 ;
- l'état des projets en préparation ;
- les contraintes de mise en œuvre des projets et programmes ;
- les propositions de mesures et/ou solutions pour lever les contraintes identifiées;
- le plan d'action de la 8^{ème} Revue.

I- CONTEXTE

Le programme d'activités du Ministère de l'Elevage et de la Pêche, a bénéficié d'une situation pluviométrique acceptable malgré la persistance de la sécheresse dans certaines zones du sahel et du septentrion. La situation d'assez bonne pluviométrie et la bonne prophylaxie sanitaire et médicale ont eu un impact favorable sur les performances de l'Elevage et de la Pêche.

La situation des différents domaines est la suivante :

- Dans le domaine de la Santé Animale, les campagnes de vaccination contre les grandes épizooties ont été normalement exécutées sur toute l'étendue du pays.
- Dans le domaine des Productions et des Industries Animales, les pluies précoces ont favorisé les repousses d'herbacées dans plusieurs localités ainsi que la régénération de certains pâturages. Pendant la même période, l'alimentation des animaux dans certaines localités de grandes concentrations de troupeaux reposait essentiellement sur l'exploitation des bourgoutières. A partir du mois d'août, la situation des pâturages a connu une amélioration générale. Les points d'abreuvement des animaux étaient donc plus nombreux. L'état d'embonpoint des animaux a été satisfaisant dans l'ensemble des zones agropastorales du pays.
- Dans le domaine de la Pêche et de l'Aquaculture, le bon niveau de la crue enregistré en 2007 dans les principaux plans d'eau a favorisé le démarrage à temps des activités de pêche et l'installation des pêcheurs migrants dans les campements habituels. La campagne de pêche a été marquée par la multiplication de plusieurs espèces rares dans les pêcheries du Delta Central du Niger et des Zones Lacustres. L'effet hautement positif du barrage – seuil de Talo s'est poursuivi. Il a été surtout ressenti au niveau de la pisciculture et de la remontée de la nappe phréatique. Les débarquements de poissons ont été satisfaisants dans l'ensemble.

II. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE LA 7^{ème} REVUE

A l'issue de la 7^{ème} revue des projets et programmes du Ministère de l'Elevage et de la Pêche un plan d'action a été élaboré à partir des difficultés résumées en six points qui sont les suivants :

- 1) Longue période entre la signature de l'Accord de Prêt du projet et le premier décaissement.
- 2) Difficultés de mobilisation des ressources extérieures auprès de certains bailleurs de fonds.
- 3) Insuffisance d'allocations budgétaires pour le suivi des projets.
- 4) Mise en œuvre par plusieurs projets des activités de suivi évaluation externe à l'insu de la CPS et inobservation de ses attributions.
- 5) Difficultés d'accès à l'information auprès de certains bailleurs de fonds, notamment en ce qui concerne les dépenses effectuées directement par eux.
- 6) Non maîtrise des procédures de passation des marchés par certains chefs ou gestionnaires de projets et circuit d'approbation très long.

Le tableau N° 1 ci-dessous présente le plan d'action issue de la 7^{ème} Revue (exercice 2006).

Tableau N° 1 : Plan d'Action 2006

N°	PROBLEMES	SOLUTIONS	RESPONSABLES	DELAI D'EXECUTION	ETAT DE MISE EN OEUVRE
1	Longue période entre la signature de l'accord du projet et le premier décaissement.,	<ul style="list-style-type: none"> • Mieux négocier les conditionnalités de mise en vigueur des accords • Rationaliser les délais de traitement des dossiers (notamment ceux relatifs à la mise en vigueur des accords) en établissant un chronogramme engageant les deux parties (Mali/Bailleurs), • Préparer autant que possible tous les APD et DAO en amont de la mise en vigueur des accords 	MEIC GVT (MAECI,)	immédiat	<ul style="list-style-type: none"> • Connaît une certaine amélioration. Un plan de passation de marchés existe, mais les conditionnalités de mise en vigueur des accords sont à mieux négocier et les délais de traitement des dossiers engageant les deux parties (Mali/Bailleurs) ne sont toujours pas respectés
2	Difficultés de mobilisation des ressources extérieures auprès de certains bailleurs de fonds	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les procédures de passation de marché • Utiliser autant que possible le service de l'AGETIER • Encourager et multiplier les missions de l'administration auprès des bailleurs de fonds 	MEIC, CPS, Projets,	Permanent	Le service de l'AGETIER est de plus en plus sollicité par les projets/programmes
3	Insuffisance d'allocations budgétaires pour le suivi des projets,	Respect des engagements contractuels de l'Etat et dotation des structures compétentes de ressources suffisantes pour le suivi des projets	MEIC	2009	Exécution partielle. Les ressources du BSI sont mobilisées à cet effet comme fonds de contrepartie. Cependant, insuffisance de budget pour le suivi des projets.
4	Mise en œuvre par plusieurs projets des activités de suivi évaluation externe à l'insu de la CPS et inobservation de ses attributions	Implication de la CPS dans les négociations, dans la mobilisation des ressources et dans l'évaluation externe des projets	MEP, MEIC	immédiat	Non encore suivi d'effet
5	Difficultés d'accès à l'information auprès de certains bailleurs de fonds, notamment en ce qui concerne les dépenses effectuées directement par eux.	Création d'un cadre de concertation appropriée impliquant les bailleurs de fonds	MEP, MEIC, MF, PTF	Octobre 2008	Tenue de la consultation sectorielle sur le développement rural et l'agriculture irriguée. Suivi de ses recommandations (en cours)
6	Non maîtrise des procédures de passation des marchés par certains chefs ou gestionnaires de projets. Circuit d'approbation très long.	Responsabilisation de l'AGETIER dans la passation des marchés Renforcement des capacités des responsables des structures et projets/programmes	MEP	permanent	L'AGETIER est de plus en plus sollicité par les projets/programmes

III-ETAT D'EXECUTION DU PORTEFEUILLE DES PROJETS ET PROGRAMMES DEPUIS LEUR DEMARRAGE JUSQU'AU AU 31/12/2007.

Le portefeuille du Ministère de l'Elevage et de la Pêche regroupe 27 projets, dont 23 en exécution et 4 en préparation ; à l'exception du Plan National de Lutte contre la Grippe Aviaire, tous sont inscrits au Répertoire National des Projets (RNP). La situation détaillée est jointe en annexe A.1. .

Le coût total du portefeuille au 31 décembre 2007 s'élève à 121,149 milliards de Fcfa. Sur ce coût total, 77,974 milliards de Fcfa sont des financements acquis dont 62,963 milliards de Fcfa pour les projets en cours d'exécution et 15,011 milliards de Fcfa pour les projets en préparation.

Malgré la sortie du portefeuille de plusieurs projets anciens dont le financement extérieur est clos, le montant du financement est en augmentation de 16% (soit plus de 10 milliards) par rapport à l'année précédente (2006).

Il convient donc de souligner que le volume total de financement acquis reste en constante augmentation, tant sur le financement intérieur que sur le financement extérieur (voir tableau N° 2 et figure N°1). Cette progression s'explique par la mise en œuvre de nouveaux projets importants tels que le Projet d'Appui au développement de l'Elevage dans la zone de Kayes Sud, le Plan de lutte contre la grippe aviaire ou encore le Programme de développement de la Pêche et de la pisciculture en zone OHVN.

Tableau N°2: Progression des financements acquis du portefeuille des P&P du MEP de 2005 à 2007.

Année	Intérieur	Extérieur	Total
31/12/2005 (6 ^{ième} revue)	7 567	29 855	37 422
31/12/2006 (7 ^{ième} revue)	12 767	53 099	65 866
31/12/2007 (8 ^{ième} revue)	17 928	60 047	77 974

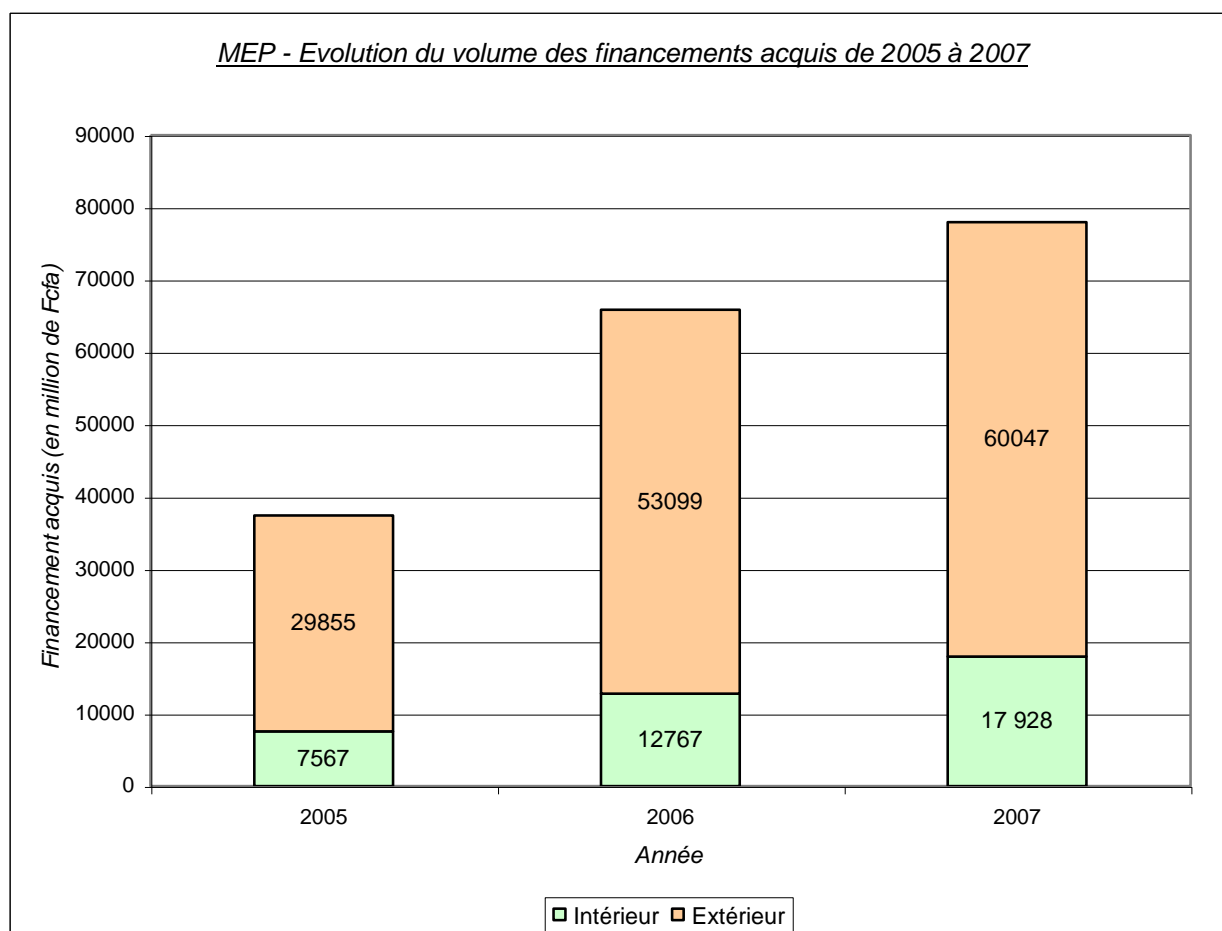


Figure N° 1: Progression des financements acquis du portefeuille des P&P du MEP de 2005 à 2007.

La différence importante entre le coût total du portefeuille et son financement acquis s'explique par la prise en compte de deux importants programmes, dont le financement n'est pas encore acquis :

1. Le Programme quinquennal d'aménagements aquacoles (13 960 millions de Fcfa).
2. Le Programme quinquennal d'aménagements pastoraux (22 631 millions de Fcfa).

3.1. Répartition des financements acquis:

L'objectif poursuivi est de présenter la répartition des financements afin d'offrir des éléments d'orientation pour le renforcement et la diversification des sources et des modes de financements du portefeuille.

3.1.1. Répartition du portefeuille par type de financement:

La figure N° 2 ci-dessous montre que :

- 77% du portefeuille des P&P est assuré sur financement extérieur (prêt 70% et subvention 7%).
- L'engagement de l'Etat à travers le Budget National est très significatif avec 23% du volume total.

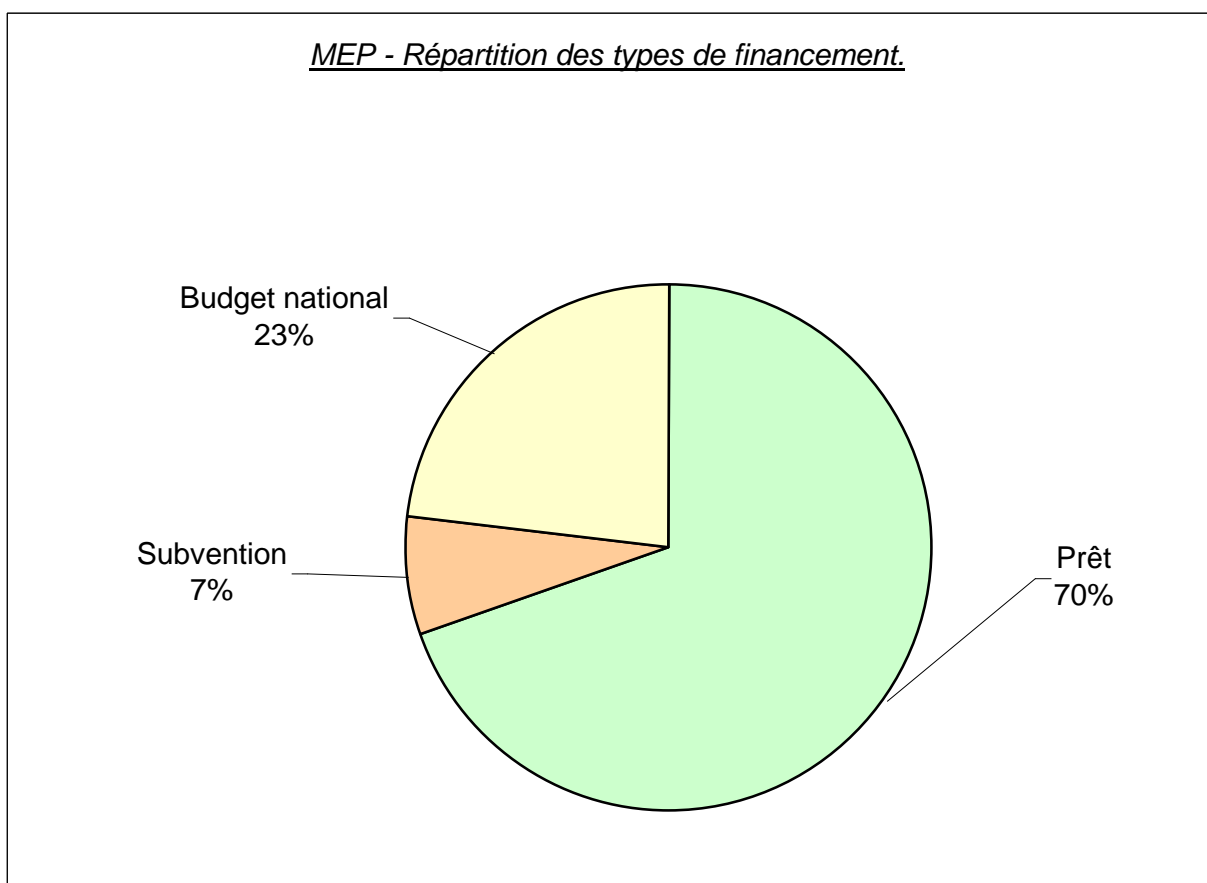


Figure N° 2 : Répartition des types de financement.

3.1.2. Répartition des financements extérieurs par partenaire technique et financier (PTF) :

Le nombre total des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) intervenant dans les sous secteurs Elevage et Pêche est de douze (12) pour un financement total acquis de 60,045 milliards de Fcfa.

Tableau N° 3 : Répartition des financements extérieurs acquis au 31/12/2007.

Bailleur	Financement (en millions Fcfa)	%	Rang
BAD	44 522	74,1	1
BID	5 686	9,5	2
BADEA	4 228	7,0	3
Belgique	1 524	2,5	4
Commission Européenne	1 312	2,2	5
FEM	1 065	1,8	6
Japon	738	1,2	7
AIEA	482	0,8	8
CFC/ONUDI	214	0,4	9
IRLI	114	0,2	10
CIRDES	106	0,2	10 ex
CIT	34	0,1	12
FAO	22	0,1	13
Total	60 047	100,0	-

La figure 3 montre que la Banque Africaine de Développement (BAD), à travers le Fonds Africain de Développement (FAD), avec près de 45 milliards de Fcfa, est le plus grand contributeur en matière de financement des projets et programmes du département. En effet, la BAD assure 74,1% du financement extérieur ; viennent ensuite les financements des Fonds arabes et islamiques avec en tête la Banque Islamique de Développement (BID) avec 9,5% et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) avec 7%.

Les coopérations bilatérales suivent avec par ordre décroissant, la Belgique, la Commission Européenne, le Japon, l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI). Aucun de ces Partenaires Techniques et Financiers (PTF) n'atteint un volume de financement de 3% (intervalle compris entre 0,1% et 2,5%).

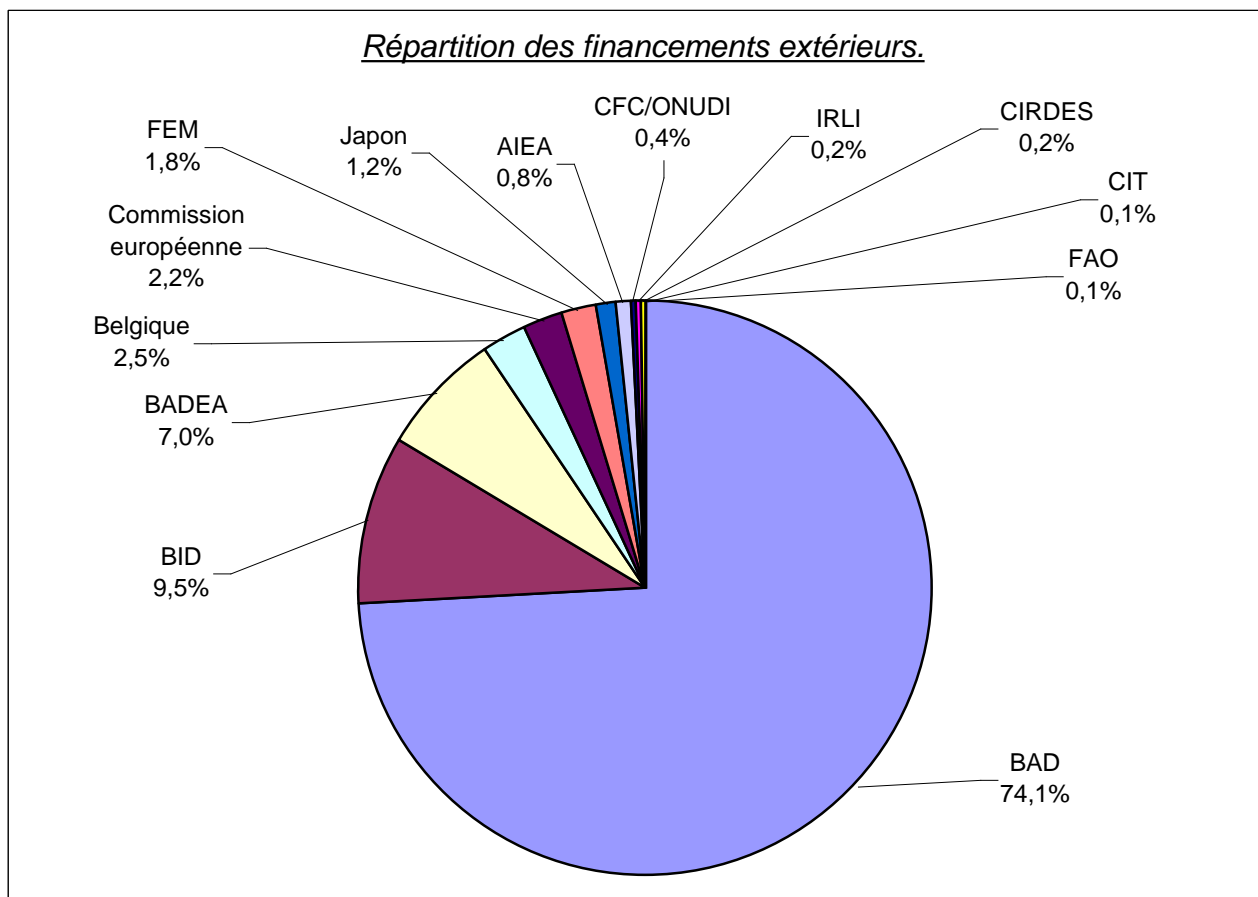


Figure N° 3 : Répartition des financements extérieurs acquis au 31/12/2007.

Un autre élément caractéristique du département de l'Élevage et de la Pêche est le déséquilibre très accentué entre les prêts et les subventions. Les prêts représentent en effet plus de 90% du financement extérieur contre environ 9% de subvention (voir tableau N° 4 ci-dessous).

Tableau N° 4 : Répartition des financements extérieurs par type (prêt ou subvention).

Type de financement	Montant	%
Prêt	54 436	90,7
Subvention	5 611	9,3
Total	60 047	100,0

Cette situation traduit la faible implication des partenaires bilatéraux dans le secteur et, parallèlement, la forte implication du Gouvernement de la République du Mali (GRM) auprès des banques de développement comme la BAD, la BID, la BADEA... Parallèlement, le GRM lui-même intervient fortement à partir du Budget Spécial d'Investissement (BSI).

3.1.3. Répartition des financements acquis par projet:

Les financements acquis sont des ressources intérieures et extérieures effectivement disponibles, prévues dans les accords et conventions de financement approuvés par l'État et les partenaires de coopération.

Si le nombre total de projets et programmes (27) est assez élevé, ceux dont le financement est supérieur à 5 milliards de FCFA se limitent à sept (7). Les trois plus gros projets et programmes (PADENEM, PADEPECHE et KAYES SUD) totalisent les deux tiers du financement total du secteur (voir figure N° 4 ci-dessous).

Cette situation traduit une concentration des moyens financiers sur quelques projets et programmes, essentiellement financés par la Banque Africaine de Développement (BAD).

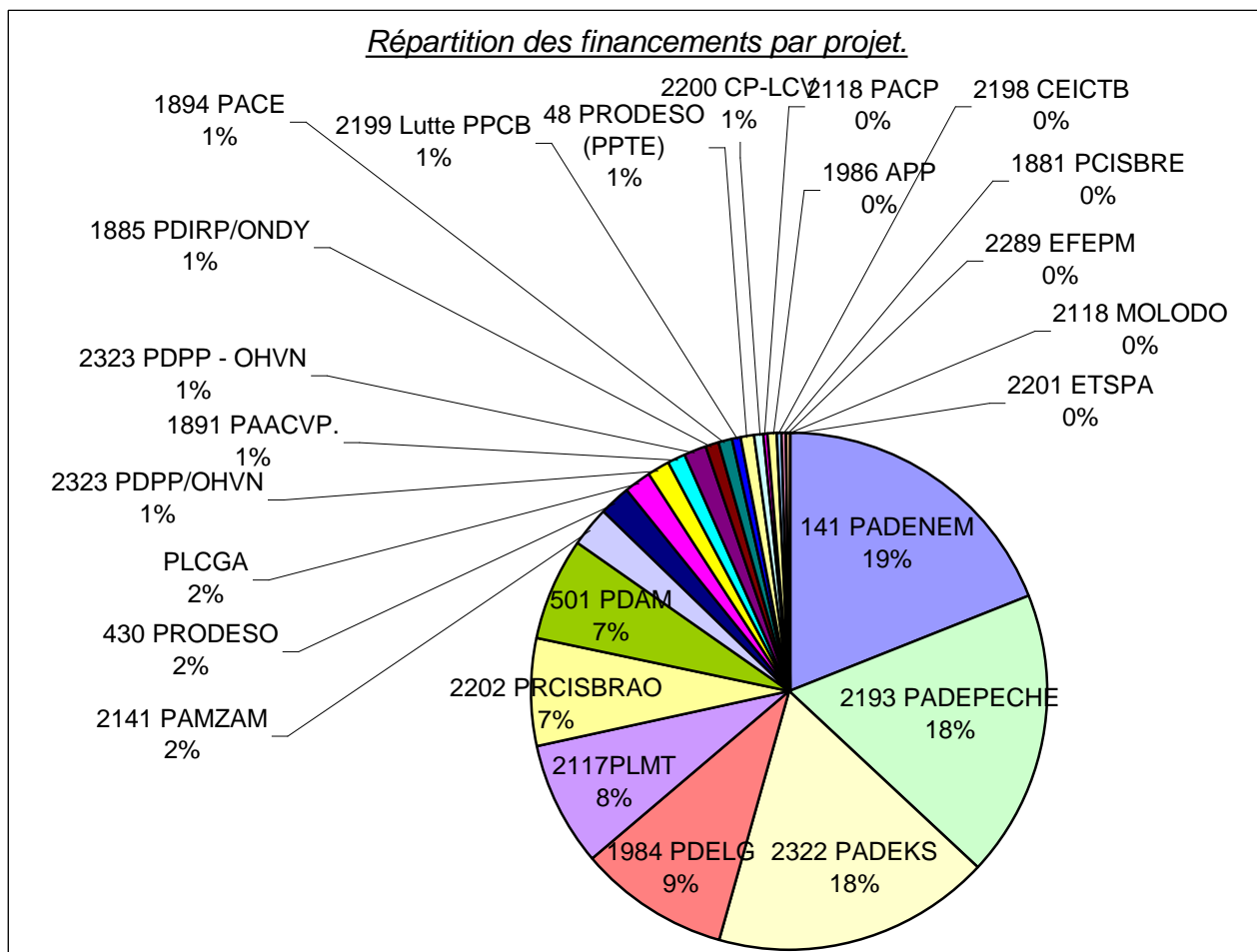


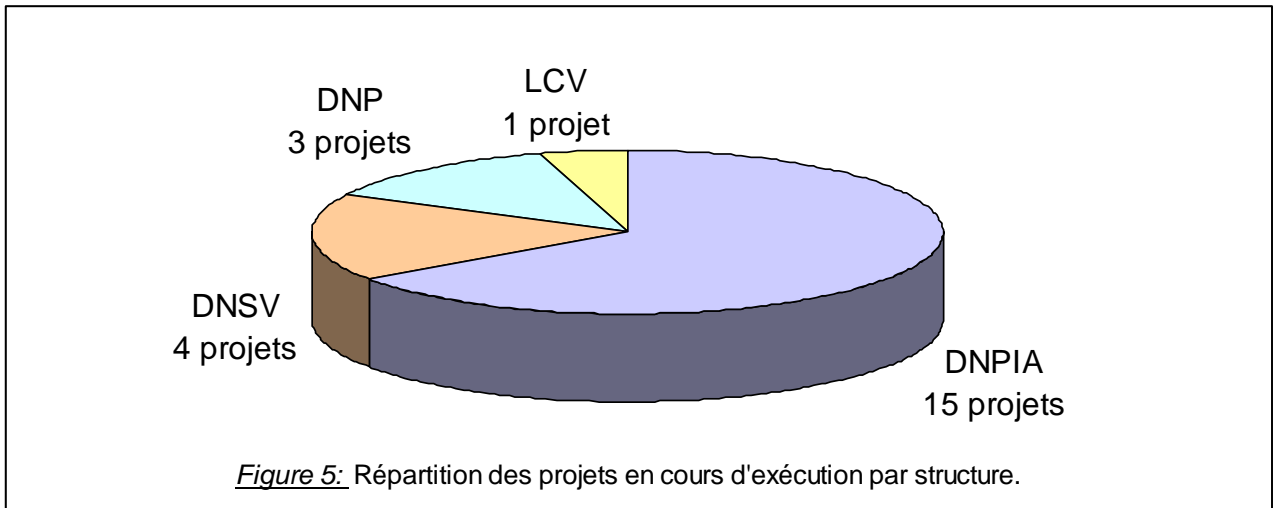
Figure N° 4 : Répartition des financements acquis par projet.

3.1.4. Répartition des projets par structure :

Le portefeuille des projets et programmes du département est réparti entre quatre structures avec une concentration très nette à la Direction Nationale des Productions et Industries Animales (voir tableau N° 5 et figure N° 5 ci-dessous).

Tableau N° 5 : Répartition des projets et programmes du MEP par structure.

Nature des projets	DNPIA	DNSV	DNP	LCV	TOTAL
Projets en cours d'exécution	15	4	3	1	23
Nouveaux projets en préparation inscrits au BSI pour 2008	2	1	1	0	4
TOTAL	17	5	4	1	27



3.2. Etat d'exécution financière (décaissements):

Il s'agit de la somme des ressources déboursées et dépensées dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Il a été calculé pour les ressources intérieures et extérieures. Cela permet d'estimer la bonne évolution des projets et programmes en rapport avec leurs âges et les taux des réalisations physiques. Pour y parvenir, la CPS a d'abord exploité les informations recueillies auprès des gestionnaires desdits projets et programmes eux-mêmes au cours des visites de terrain.

Sur la base de ces informations, le montant total décaissé se chiffre à 18,381 milliards de Fcfa et le taux de décaissement global est de 29,2%, contre 36,9% pour la 7^{ème} revue (année 2006). Cette forte diminution du taux de décaissement s'explique par la baisse considérable du taux de décaissement du financement extérieur, causée à la fois par la sortie du portefeuille d'anciens projets (PRODESO ; PACE Mali ; UNSO -TONKA) et par la faiblesse des taux de décaissement des quatre principaux projets et programmes (PADENEM, PADEPECHE, PDELG et PLMT). Les investissements de ces quatre projets sont programmés pour 2008 et 2009.

3.2.1 Au titre du décaissement intérieur

Au 31/12/2007, les projets et programmes revus enregistrent un décaissement de 9,796 milliards de Fcfa, soit un taux moyen de décaissement de 63,3% du financement intérieur acquis.

Le taux du décaissement intérieur reste relativement stable au cours des trois années (entre 64% et 69%). Ce qui atteste de la régularité de l'appui du GRM aux projets et programmes.

La figure N° 6, ci-dessous montre l'évolution des taux de décaissement intérieur et extérieur de 2005 à 2007.

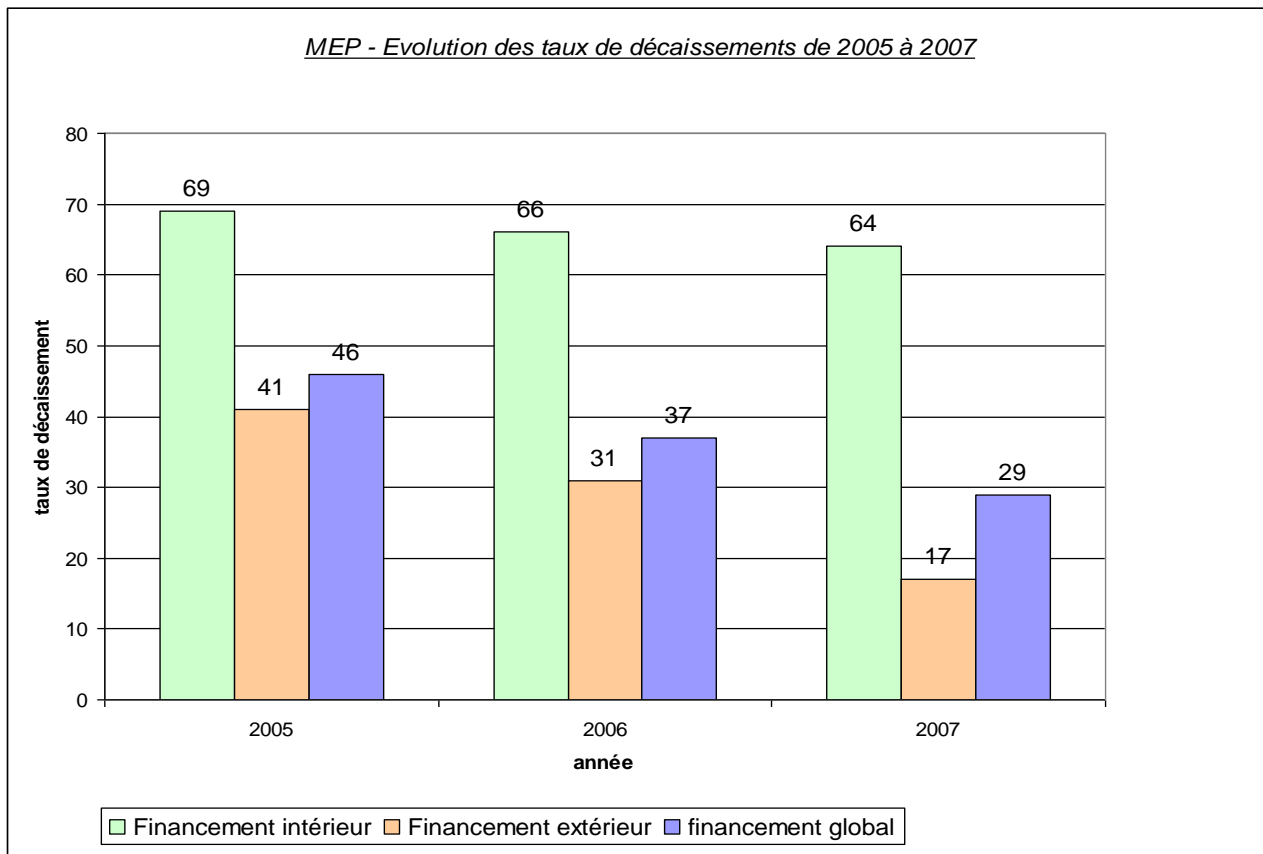


Figure 6 : Evolution des taux de décaissement de 2005 à 2007.

3.2.2. Au titre du décaissement extérieur

Le montant des décaissements extérieurs a considérablement baissé. Il se chiffre à 8,585 milliards de FCFA, soit 17 % du financement extérieur acquis.

Ce faible taux de décaissement s'explique par :

- La sortie du portefeuille de très anciens projets (PRODESO, PACE Mali, UNSO -TONKA) ;
- La faiblesse des taux de décaissement des quatre principaux projets (PADENEM, PADEPECHE, PDELG et PLMT).

La figure N° 7, ci-dessous montre l'évolution des taux de décaissement intérieur et extérieur des principaux projets et programmes au 31/12/2007.

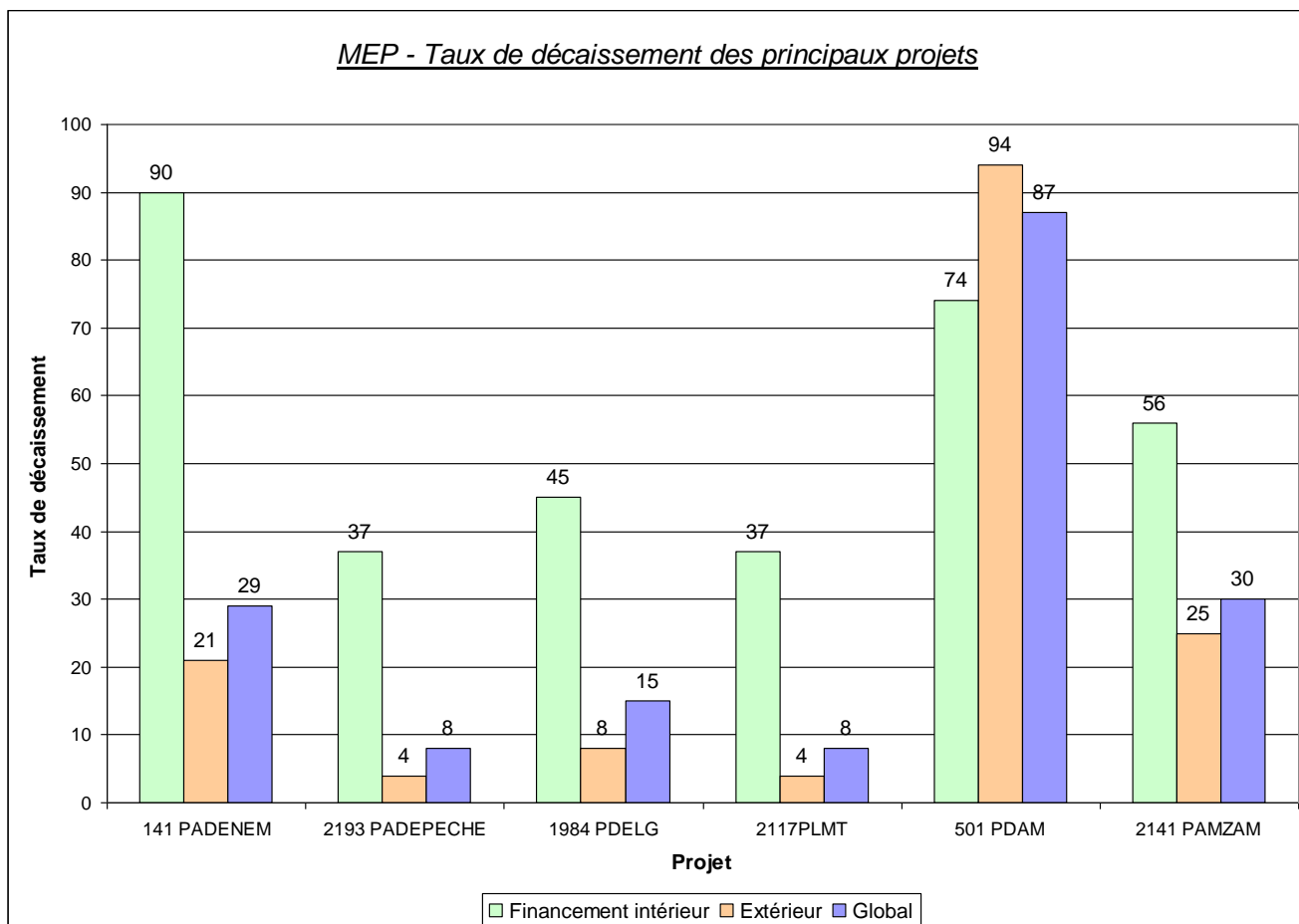


Figure 7 : Taux de décaissement des principaux projets au 31/12/2007.

3.3. Situation d'Exécution Physique des Projets et Programmes :

La situation de l'exécution physique des Projets et Programmes de l'Elevage et de la Pêche est donnée dans le tableau N° 6 ci -dessous

Tableau N° 6 : Situation des Réalisations Physiques au 31/12/07

<i>SPECIFICATION / DESIGNATION</i>	<i>UNITE</i>	<i>NIVEAU CIBLE DES PROJETS</i>	<i>REALISATIONS TOTALES AU 31/12/2007</i>	<i>TAUX CUMULE DE REALISATION (%)</i>
1. Aménagements pastoraux				
1. Régénération des bourgoutières	Ha	4.642	1.808	38,95
2. Régénération des pâturages exondés	Ha	3.000	1.912	63,73
3. Récupération des terres de glacis	Ha	6.500	628	9,66
4. Petits barrages	Nombre	5	5	100,00
5. Chenaux	Mètre linéaire	7.000	5.224	74,63
6. Périmètres assainis de mouches tsé tsé et de trypanosomiasés	Km ²	41.500	21.500	51,81
2. Aménagements piscicoles				
7. Etangs piscicoles	Nombre	15	15	100,00
3. Aménagements hydro agricoles				
8. Périmètres maraîchers	Ha	19	19	100,00
9. Ouvrages régulateurs et/ou de franchissement	Nombre	2	2	100,00
4. Infrastructures et équipements				
10. Aires d'abattage	Nombre	35	18	51,43
11. Ateliers de séchage	Nombre	1	1	100,00
12. Bergerie	Nombre	4	4	100,00
13. Boucherie	Nombre	1	2	200,00
14. Mares d'abreuvement	Nombre	4	4	100,00
15. Fours et hôtes de stérilisation (LCV)	Nombre	2	2	100,00
16. Fours de fumage de poissons	Nombre	20	20	100,00
17. Marchés à bétail	Nombre	3	9	300,00

18. Marchés à volaille	Nombre	32	21	65,63
19. Couveuses	Nombre	448	448	100,00
20. Unité de production de vaccins aviaires	Nombre	1	1	100,00
21. Chambres froides	Nombre	5	5	100,00
22. Puits	Nombre	106	101	95,28
23. Forages	Nombre	29	33	113,79
24. Botteleuses	Nombre	25	25	100,00
25. Construction / réhabilitation de postes vétérinaires	Nombre	7	7	100,00
26. Construction de laboratoires	Nombre	1	1	100,00
27. Construction de parcs de vaccination	Nombre	72	34	47,22
28. Construction de bâtiments (bureaux et logements)	Nombre	10	10	100,00
29. Construction de télé centres	Nombre	1	1	100,00
30. Construction de boutiques communautaires	Nombre	2	10	500,00
31. Construction de centres d'alphabétisation	Nombre	41	41	100,00
32. Construction de magasins de stockage	Nombre	3	6	200,00
33. Construction des centres de santé communautaire	Nombre	-	8	-
34. Construction des écoles communautaires	Nombre	-	14	-
35. Camions	Nombre	1	2	200,00
36. Véhicules	Nombre	70	76	108,57
37. Motos	Nombre	423	349	82,51
38. Motopompes	Nombre	75	81	108,00
39. Moulins	Nombre	64	69	107,81
40. Machines à coudre	Nombre	4	4	100,00
41. Charrettes	Nombre	100	100	100,00
42. Charrues	Nombre	20	20	100,00
5. Aspects environnementaux				
43. Fixation de dunes	Ha	75	135,25	180,33
44. Mise en défens	Ha	17.000	3.200	18,82
45. Reboisement	Ha	14	14	100,00

De l'analyse du tableau de synthèse des réalisations physiques, il ressort ce qui suit :

- 1) *Au titre des aménagements pastoraux* : Les taux de réalisation les plus bas sont observés au niveau de la récupération des terres de glaciés (9%) et de la régénération des bourgoutières (38%).
- 2) *Au titre des aménagements piscicoles* : Les étangs piscicoles sont réalisés à 100%.
- 3) *Au titre des aménagements hydro agricoles* : Les prévisions sont réalisées à 100%.
- 4) *Au titre des infrastructures et équipements* : Les taux de réalisation les plus importants sont enregistrés à ce niveau. Les constructions de parcs de vaccination (47%) et des aires d'abattage (51%) connaissent les taux les plus bas.
- 5) *Au titre des aspects environnementaux* : Les objectifs cibles sont généralement faibles. Ainsi, à l'exception de la mise en défens (19% environ) les taux de réalisation du reboisement et de la fixation de dunes paraissent très élevés (00% et plus) .

IV- ETAT DU PORTEFEUILLE DES PROJETS EN PREPARATION

Les projets en préparation sont au nombre de 4 dont trois inscrits sur le BSI 2008. L'enveloppe totale prévue est de 15,011 milliards de FCFA, contre 54 milliards de FCFA en 2007. Le volume des nouveaux financements a baissé de plus de 72%. Ce qui veut dire que peu de liens de partenariat ont été tissés au cours de l'exercice 2007.

V – CONTRAINTES

Les contraintes rencontrées sont de plusieurs ordres, à savoir :

- Insuffisance d'allocations budgétaires pour le suivi des projets,
- Difficultés de mobilisation des ressources extérieures auprès de certains bailleurs de fonds
- Mise en œuvre par plusieurs projets des activités de suivi évaluation externe à l'insu de la CPS et inobservation de ses attributions ;
- Difficultés d'accès à l'information auprès de certains bailleurs de fonds, notamment en ce qui concerne les dépenses effectuées directement par eux,
- Insuffisances dans la maîtrise des procédures de passation des marchés. Circuit d'approbation parfois très long,
- Faiblesse au niveau du remplissage des fiches (B.SI, revue) par certains gestionnaires et responsables des projets et programmes,
- Baisse des cours des devises (UC, Dollars, etc.),
- Défaillances des entreprises attributaires des marchés et leurs reprises.

VI- PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Face à ces difficultés, les solutions envisagées peuvent se résumer aux points ci-après :

- Allouer les ressources budgétaires suffisantes pour le suivi des projets,
- Améliorer les procédures de mobilisation des ressources intérieures et extérieures,
- Impliquer la CPS/SDR dans les négociations de projets, dans la mobilisation des ressources et dans les Conseils d'Administration,
- Mettre en place un cadre de concertation approprié,
- Rationaliser les délais de traitement des dossiers en établissant un chronogramme engageant les deux parties (Mali/Bailleurs),
- Renforcer les capacités des responsables des projets en matière de procédures de passation des marchés,
- Financer les gaps occasionnés par la baisse des taux de change,

- Prévoir et appliquer les sanctions à l'encontre des entreprises défaillantes.

VII – PLAN D'ACTION

Sur la base des principaux problèmes sus mentionnés, il est proposé un plan d'action dont la mise en œuvre effective permettra d'améliorer sensiblement la performance des projets. Le plan d'action à l'issue de la 8^{ème} revue, pour l'exercice 2008 est présenté dans le tableau N°7 ci-dessous..

Tableau N° 7: Plan d'Action de la 8^{ème} Revue

Problèmes	Solutions	Responsables	Délai d'exécution
1- Insuffisance d'allocations budgétaires pour le suivi des projets par la CPS.	Prévoir les ressources financières suffisantes sur le budget spécial d'investissement (B.S.I) pour le suivi des projets.	MEIC(DAF/MEP) MF	2009
2- Non implication de la CPS et de la DNPD dans la formulation et le suivi évaluation de certains projets.	Impliquer la CPS et la DNPD dans les négociations, la formulation et le suivi évaluation des projets.	DNP, DNPIA, DNSV,LCV	2008
3- Existence des contraintes liées aux décaissements.	Diligenter la satisfaction des conditionnalités liées aux décaissements.	MEIC- MF	Permanent
4- Retard dans l'élaboration des plans de passation de marché et des DAO.	Elaborer au 4 ^{ème} trimestre de l'année en cours les plans de passation des marchés et les DAO de l'année suivante. Avoir un responsable des acquisitions et biens de service.	C/Projet-DAF- Directions de tutelle- Bailleurs	Permanent
5- Défaillance ou négligence dans le remplissage des fiches de suivi.	Appliquer des sanctions aux responsables défaillants.	Directions de tutelle- MEP	2008
6- Défaillance des entreprises adjudicataires des marchés.	Appliquer correctement le code des marchés publics.	DAF/MEP- Projets- DGMP	2008
7. Baisse des cours des différentes devises	Financer les gap	DNPD/MEP	2009

VIII – CONCLUSIONS et RECOMMANDATIONS

La 8^{ème} revue des projets et programmes du Ministère de l'Elevage et de la Pêche, organisée par la CPS/SDR et la DAF/MEP, conformément aux instructions de la lettre n°1020/MEIC-SG du 12/12 2007 du Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Commerce, a porté sur 27 projets/programmes, dont 23 en exécution pour un financement acquis total de 60,045 milliards de FCFA au 31/12/2007 et de 15,011 milliards de FCFA pour les projets en préparation.

Le taux de décaissement des projets en exécution est de 29 % au 31/12/2007 pour la 8^{ème} revue, contre 32 % pour la 7^{ème}.

Le volume des financements du département a augmenté de 16%.

L'essentiel du financement est lié à 5 Projets et Programmes.

La persistance des contraintes ci- dessus évoquées affecte la mise en œuvre des projets et programmes.

Les recommandations suivantes peuvent être faites :

1. Que le département s'investisse d'avantage en 2008 pour attirer plus de partenaires (multilatéraux et surtout bilatéraux) dans les sous secteurs Elevage et Pêche.
2. Que les différents acteurs appliquent effectivement des mesures préconisées dans le Plan d'action afin d'améliorer la performance des projets et programmes.

ANNEXE

DETAIL DE LA SITUATION D'EXECUTION FINANCIERE DES PROJETS ET PROGRAMMES

N°	N° R.N.P	INTITULE DES PROJETS / PROGRAMMES	STRUCTURE	Début	Fin	Financement extérieur	% sur Fin.Ext	Financement national	P/S
1	141	Proj.Appui Dévlpt. Elevage Nord-Est Mali PADENEM	D.N.P.I.A	2003	2008	12 446		1 569	P
2	2117	Projet MultiNationale Mouche Tsé-Tsé	DNSV	2005	2011	4 936		804	P
3	2193	PADEPECHE	DNP	2005	2012	11 725		1 751	P
4	2322	Projet Appui Développement Elevage Zone Kayes Sud	D.N.P.I.A	2008	2013	11 238		2 937	P
5	2202	Projet de gestion durable de bétail ruminant endémique en Afrique Ouest	DNPIA	2006	2012	4 176		739	P
TOTAL FAD						44 522	74	7 800	Prêt
6		Etude transformation sous-produits d'Abattage	DNPIA	1996	2008	1 025		256	
7	501	Projet de Développement Aviculture au Mali PDAM	D.N.P.I.A	1998	2008	3 203		1 700	P
TOTAL BADEA						4 228	7	1 956	Prêt
8	1896	Contrôle Intégré trypanosomiase Animale	DNSV	2001	2008	482		543	S
TOTAL AIEA						482	1	543	Subv.
9	1984	Proj.Dévtp.ElevageRégion Liptako-Gourma PDELG	D.N.P.I.A	2005	2010	5 685		1 375	P
TOTAL BID						5 685	9	1 375	Prêt
10	2118	Projet Régional Amélioration Qualité Cuir et Peaux	D.N.P.I.A	2005	2008	214		159	S
TOTAL CFC/ONU						214	0	159	Subv.
11	2323	Programme de développement de la Pêche et de la pisciculture en zone OHVN	D.N.P.	2007	2011	738		115	
Total Japon						738	1	115	Subv.
12	2141	Sélection et multiplication Zébu Azawak Mali ph .II	DNPIA	2006	2009	1 524		320	S
TOTAL Royaume de Belgique						1 524	3	320	Subv.
13	SN	Plan de lutte contre la grippe aviaire	DNSV	2008	2010	1 312		0	

N°	N° R.N.P	INTITULE DES PROJETS / PROGRAMMES	STRUCTURE	Début	Fin	Financement extérieur	% sur Fin.Ext	Financement national	P/S
TOTAL FED						1 312	2	0	Subv.
14	1881	Projet de gestion durable de bétail ruminant endémique en Afrique Ouest	DNPIA	2004	2013	1 065		362	
TOTAL FEM						1 065	2		Subv.
14	1881	Projet de gestion durable de bétail ruminant endémique en Afrique Ouest	DNPIA	2004	2013	34			
TOTAL CIT						34	2		Subv.
14	1881	Projet de gestion durable de bétail ruminant endémique en Afrique Ouest	DNPIA	2004	2013	114			
TOTAL IRLI						114	0		Subv.
14	1881	Projet de gestion durable de bétail ruminant endémique en Afrique Ouest	DNPIA	2004	2013	106			
TOTAL CIRDES						106	0		Subv.
14	1881	Projet de gestion durable de bétail ruminant endémique en Afrique Ouest	DNPIA	2004	2013	22			
TOTAL FAO						22	0		Subv.
TOTAL GENERAL						60 047	100	12 630	

N°	RNP*	Intitulé du projet	Période d'exécution	Date Mise en vigueur	Coût	Financement acquis			Décaissement		Total	Taux Int %	x Ext.%	Taux bal.%	Regions	Observations	Bailleurs
						Int	Ext	Total	Int	Ext							
1	48	Consolidation Activités Groupements féminins Zone PRODESO (PSTE)	2004-2008	2004	454	454	-	454	373	-	373	82	-	82	1,2,4	Exécution normale	G.R.M
2	141	Projet d'Appui au développement de l'élevage Mali Nord-Est/PADENEM	2003-2009	05/11/2003	5750	1569	12446	4 015	1406	617	4023	90	21	29	6, 7	Exécution normale	FAD, G.R.M
3	430	Projet d'Appui au développement de l'élevage -Sahel-Occidental Phase II - (PRODESO)	1994-2007	93/92/92	1429	1429	-	429	1429	-	1429	100	-	00	1,2,4	Projet clos	G.R.
	1510	Etude transformation sous-produits d'Abattage	1996-2008	58/05/1996	1281	256	1025	281	256	862	1118	100	84	87	istrict	Réutilisation du Réliquat	BADEA G.R.M
4	501	Projet de développement Aviculture au Mali	1998-2008	16/07/1998	4903	1700	3203	4903	1250	003	4253	74	94	87	2,3,4	Exécution normale	G.R.M
5	1881	Projet Conservation in Situ Bétail Ruminant Endémique Afrique Ouest	2004-2008	2004	1704	362	1342	1704	135	-	135	8	-	8	2, 3	Informations non parvenues	G.R.M
6	1885	Programme développement Intégré Réduction Pauvreté Zone ONDY(PDIRP/PSTE)	2003-2009	01-janv-03	856	706	-	706	556	-	556	79	-	79	3	Difficulté de mobilisation des ressources allouées	G.R.M
7	1891	Projet Appui Amélioration Conditions de vie des Pauvres et Couches vulnérables en Zone lacustre (PAACVP).	2001-2008	19/07/2001	876	876	-	876	639	-	639	73	-	73	6	Insuffisance de financement par rapport aux besoins exprimés par les populations	G.R.M

8	1894	Programme panafricain Contrôle Epizooties (PACE)	2000-2008	01-juil-00	643	643		643	480		480	75	-	75	outes égions	Exécution normale	G.R.M
9	1896	Contrôle Intégré trypanosomiase Animale	2001-2008	05-oct	3345	558	482	1040	508	482	990	95	100	95	, 4, D	Exécution normale	A.I.E.A G.R.M
10	1984	Programme de Développement de l'Elevage dans la zone du Liptako -Gourma PELG	2005-2010	03-févr-01	7060	1375	5685	7060	618	447	1065	45	8	15	,6 , 7	Retard dans le démarrage des travaux de génie civil	B.ID G.R.M
11	1986	Aménagement Pastoral Pondori Djalloubé	2005-2007	03-févr-05	299	299		299	298		298	100		00	5	Projet clos	G.R.M
12	2117	Création Zone libérée mouche tsé- tsé/Ttrypan,AFR.EST/OU EST	2005-2010	2005	5740	804	4936	5740	228	202	430	28	4	7	,3,4 et istrict	Retard dans les études; Possible révision sur le lâcher de mâles stériles	FAD G.R.M
13	2118	Projet Régional Amélioration Cuir et Peaux.	2005-2008	18-mai-04	1189	159	214	373	57	165	222	36	77	60	,3,4,5,D	Exécution normale	G.R.M
14	2119	Rénovation/Réhabilitation Centre piscicole Molodo	2006-07		77	77		77	77		77	100		00	4	Projet clos	G.R.M
15	2193	Projet Appui au Dévlt. de la Pêche Continentale dans le Delta Central du Niger -PADEPECHE	2006-2012	27/12/2005	3477	1751	11725	3477	650	425	1075	37	4	8	5	Projet dans l'attente du lancement des grands travaux	FAD G.R.M
16	2141	Sélection et multiplication Zébu Azawak Mali ph .II	2006-2009	23/03/2006	1844	262	1524	1786	148	383	531	56	25	30	7	Exécution normale	Coop. Belge G.R.M
17	2198	Construction / Equipement Infrastructures commerciales/transforma tion Bétail	2006	2007-2008	445	272		272	92		92	34		34	1,2	Difficultés de mobilisation des fonds à la Direction Générale du Trésor	G.R.M

18	2199	Lutte Contre Péri Pneumonie Contagieuse Bovine PPCB	2007-2011	31/05/2006	1331	485		485	185		185	38		38			G.R.M
19	2200	Contrat plan Laboratoire Central Vétérinaire	2006	2007-2009	420	420		420	99		99	23		23	régions	Exécution normale	G.R.M
20	2201	Etude transformation sous-produits d'Abattage	2006	207-2007	65	65		65	45		45	69		69	district	Exécution normale	G.R.M
21	2202	Programmation Régional Conservation Institut Bétail Ruminant Afrique Ouest	2006-012	16/10/2006	4915	739	4176	4915	90	0	90	12	0	2	2,3	Projet en démarrage	FAD G.R.M
22	2289	Etude Faisabilité des Etangs Piscicoles au Mali	2007-07	2006	90	90		90	89		89	99		99	4	Projet clos	G.R.M
23	2323	Programme de développement de la Pêche et de la pisciculture en zone OHVN	2007-2011	2007-07	853	115	738	853	89		89	77		10	2	Exécution normale	Coop. Japonaise/ G.R.M
	Total				9046	15467	47497	2 963	9 796	585	18 381	63,3	18,1	9,2			

Projets en Préparation (en millions de F CFA) Economie Rurale

1	2320	Programme Quinquennal Aménagements Aquacoles	2012	2008	13960	350	0	350									G.R.M
2	2321	Programme Quinquennal Aménagements Pastoraux	2012	2008	22631	150	0	150									G.R.M
3	2322	Projet Appui Développement Elevage Zone Kayes Sud	2013	2008	14200	1961	11238	13199									
4	SN	Plan de lutte contre la grippe aviaire	2010	2008	1312		1312	1312									
		Total			52103	2461	12550	15 011									
		Total Général			121 149	17 928	60 047	77 974	9 796	585	18 381	55	14	24			